



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

PIGE PRESSE

Du 29 juin au 05 juillet 2024

Présentée par : Fatou FALL

Sommaire

- I. Actualité nationale
- II. Actualité internationale
- III. Actualité syndicale
- IV. Vie étudiante
- V. Ils ont parlé de nous
- VI. Actualité UN-CHK
- VII. Agenda
- VIII. Opportunités





ACTUALITE NATIONALE



Saint-Louis- pour parer à d'éventuelles crises qui pourraient secouer leurs services : des acteurs de l'Éducation et de la Santé unissent leurs forces et leurs ressources

Les acteurs de l'éducation et ceux de la santé veulent unir leurs forces et œuvrer pour qu'il n'y ait plus de rupture de service en cas d'urgence sanitaire ou de toute autre urgence.

Cela est matérialisé à travers le projet « Education et Santé Mobilisées en Situation d'Urgence » (EduSaMu) mis en œuvre par le consortium Enda Santé et la Cosydep. Le but est de réfléchir sur comment mettre en place une stratégie locale pour parer à toutes crises.



Sud Quotidien
29 juin 2024

[Lire la suite](#)

Dr Abdourahmane Diouf à l'UGB : « Nous avons un besoin de 120 milliards pour régler les problèmes de l'université d'ici la rentrée »

Dans le cadre de sa tournée nationale des universités, le Ministre de l'Enseignement Supérieur, Dr Abdourahmane Diouf, a visité l'Université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis ce vendredi.

Rencontrant toutes les composantes de l'université, le Ministre a fait un état des lieux complet et a promis d'apporter des solutions aux problèmes urgents des universités sénégalaises.

Depuis sa prise de fonction il y a deux mois et demi, Dr Abdourahmane Diouf a entrepris une tournée dans les huit universités publiques du Sénégal. L'UGB, sa dernière étape, revêt une importance particulière pour lui, étant donné qu'il y a étudié.



Seneweb
29 juin 2024

[Lire la suite](#)

Universités sénégalaises : un déficit budgétaire alarmant... Des solutions temporaires envisagées

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Dr Abdourahmane Diouf, s'est rendu le week-end dernier à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. Il a mis en lumière les principaux défis auxquels font face les universités sénégalaises.

Senego
01 juin 2024

Il mentionne que ces institutions souffrent de trois principaux problèmes : le manque de budget, les difficultés de recrutement de personnel, et l'achèvement des chantiers. Il estime qu'un budget de 125 milliards FCFA est nécessaire pour apporter une solution temporaire à ces défis.



[Lire la suite](#)

Soleil 01 juin 2024

Libération 01 juin 2024

4 le soleil
LUNDI 1^{er} JUILLET 2024
54^{ème} année
N°16223
www.lesoleil.sn

ÉDUCATION & FORMATION

UNIVERSITÉ GASTON BERGER DE SAINT-LOUIS

Une nette avancée des chantiers constatée par Abdourahmane Diouf

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a bouclé, vendredi dernier, à Saint-Louis, une tournée dans les huit universités publiques du pays. Ceci lui a permis de faire le point de la situation dans ces établissements qui, selon lui, ont besoin de 120 milliards de FCfa pour résoudre tous les problèmes. À l'Université Gaston Berger, il a constaté une nette avancée des chantiers.

SAINT-LOUIS - L'Université Gaston Berger (Ugb) de Saint-Louis était la dernière étape de la tournée entamée par le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation dans les établissements publics d'enseignement supérieur du pays. Il s'agissait, pour Abdourahmane Diouf, de faire un « diagnostic situationnel » de l'université sénégalaise. Ainsi, il a rencontré, le 28 juin dernier, à Saint-Louis, toutes les composantes du temple du savoir. « Nous avons rencontré tout le monde parce que c'est dans notre démarche d'être inclusif », a dit le ministre. Selon Abdourahmane Diouf, il ressort de cette tournée que

toutes les universités publiques du Sénégal ont « trois gros problèmes » communs : le budget, le recrutement d'enseignants et l'achèvement des chantiers. « Le plus gros problème, c'est le budget. Toutes les universités du Sénégal ont un problème de budget. Nous le reconnaissons en tant que gouvernement parce que sur le budget de 2024, les universités ont été dotées sur 9 mois », a-t-il expliqué. D'après M. Diouf, il y a eu une erreur de départ qui a fait que nous sommes dans une année où toutes les universités fonctionnent au ralenti parce que les budgets n'ont pas été donnés à la valeur attendue. S'agissant du problème des

chantiers, le ministre rassure, affirmant qu'ils sont achevés à 80 % et d'autres prêts à être réceptionnés. « À l'Ugb, la plupart des chantiers, que ce soient les chapiteaux, sont déjà terminés et qu'il faut juste réceptionner pour pouvoir y faire des cours magistraux pouvant accueillir jusqu'à 1.500 étudiants. Pour le restaurant, les travaux sont assez avancés et nous savons actuellement sur quel levier il faut actionner pour augmenter le nombre de places. En fait, tous les problèmes qu'on a vus ici sont résolus pratiquement à 80 %, a laissé entendre le ministre.

Afin de résoudre le déficit d'enseignants, Abdourahmane Diouf annonce un recrutement de 1.500 enseignants pour une première phase « coup de poing ». En gros, il faudrait, selon lui, un budget de 120 milliards de FCfa pour résoudre, à court terme, ces maux dont souffrent les universités publiques du Sé-



Le ministre de l'Enseignement supérieur, Dr Abdourahmane Diouf a terminé ses tournées dans les universités par l'Ugb.

négal. « Il nous faut 120 milliards de FCfa pour régler les problèmes de l'université à court terme. Et quand je dis à court terme, c'est d'ici la rentrée d'octobre 2024 », a-t-il confié. Lors de cette visite, les étudiants de l'Ugb ont exposé les difficultés qu'ils rencontrent au ministre.

Celles-ci sont liées à l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la promiscuité, etc. M. Diouf a promis qu'il va y travailler tout en demandant aux étudiants de continuer à fournir les efforts qui font de l'Ugb une université d'excellence.

Jeanne SAGNA (Correspondante)

Le Centre régional des œuvres universitaires et sociales du Sine-Saloum asphyxié

Le Centre régional des œuvres universitaires et sociales du Sine-Saloum (Crouss) va mal. Un malaise d'ordre financier car l'établissement croule sous les dettes dues à ses fournisseurs. Depuis le début de l'année, les dotations attendues du ministère des Finances et du Budget se font attendre au grand dam de la direction générale.

En visite récemment à l'Université du Sine-Saloum El Hadj Ibrahima Niassé (Usein), le Dr Abdourahmane Diouf a été interpellé par les fournisseurs du Crouss qui continuent d'assurer certains services pour les étudiants dont la restauration et qui attendent désespérément le règlement de leurs factures. Certains cadres sous le sceau de l'anonymat évoque une tension de trésorerie inquiétante : « Au Crouss, depuis le début de l'année, seuls les salaires sont régulièrement payés, les nombreux fournisseurs font le pied de grue pour des règlements sans cesse différés. L'établissement est littéralement asphyxié financièrement parlant. Il faut prier pour que les concessionnaires des restaurants continuent leurs services sinon on pourrait assister à une réaction en chaîne lourde de conséquences », assure une source proche de la direction générale. Un traitement spécifique à cet établissement public dirigé par le maire de Sibassor, proche de



l'ancien régime, ou une diète généralisée pour restriction budgétaire ? Les interrogations ne manquent pas.

En tout cas, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, lors

de son passage, avait promis de régler la situation. Mais, depuis lors, les fournisseurs du Crouss rongent leurs freins.

Aly Ndiaye (Correspondant)

Baccalauréat 2024: 159.487 candidats vont passer l'examen sur l'ensemble du territoire

Les candidats au baccalauréat 2024 passeront l'examen à partir de ce mardi 02 juillet 2024. Au total, c'est 159.487 candidats qui vont concourir pour passer cette phase du processus scolaire. Les membres de jury seront au nombre de 696, 10008 examinateurs, 11.392 surveillants pour 486 centres d'examen.

Dakar Actu
02 juin 2024

Le ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, Dr Abdourahmane Diouf va se rendre dans la matinée du premier jour d'examen, dans certains centres à Dakar.



[Lire la suite](#)

Le message de Bassirou Diomaye Faye aux candidats du Bac: « Le futur de notre nation repose entre vos mains »

Ce mardi marque le début des épreuves du baccalauréat, édition 2024. A cette occasion, le président de la république, Bassirou Diomaye Faye, a souhaité bonne chance aux candidats.

« À tous les élèves du Sénégal qui passent le baccalauréat aujourd'hui, je vous souhaite bonne chance ! Soyez confiants, persévérants et donnez le meilleur de vous-mêmes.

Le futur de notre nation repose entre vos mains », écrit-il sur le réseau social X. Cette année, 159 487 candidats se lancent dans la quête de ce diplôme qui ouvrent les portes de l'enseignement supérieur. Ils sont répartis en 499 jurys et 486 centres d'examen autour du pays.



Seneweb
02 juin 2024

Une base de données de tous les lauréats du Concours général bientôt disponible

Une base de données de tous les lauréats du Concours général sera lancée le 25 juillet prochain, a annoncé le ministre de l'Education nationale, Moustapha Guirassy.

Le lancement de cette plateforme est prévu à l'occasion de la remise des prix du Concours général au Grand Théâtre Doudou Ndiaye Rose.



APS
02 juin 2024

L'innovation majeure de l'édition du Concours général 2024, c'est le lancement d'une plateforme numérique avec les noms, parcours et fonctions qu'occupent les anciens lauréats au Sénégal et partout où ils se trouvent dans le monde, a dit Moustapha Mamba Guirassy.

[Lire la suite](#)

Prochaine rentrée des classes : le ministre de l'éducation nationale déjà à pied d'œuvre



APS
02 juin 2024

[Suivre ici](#)

Le Sénégal et les Nations unies ont discuté du numérique dans l'éducation

Le ministre de l'Education nationale du Sénégal, Moustapha Mamba Guirassy, a reçu le vendredi 28 juin une délégation des Nations unies au Sénégal, conduite par Aminata Maiga, la coordinatrice résidente.

Les discussions ont porté sur plusieurs sujets, notamment la vision du Sénégal de transformer son système éducatif en une société éducative fondée sur des valeurs africaines, les objectifs de développement durable (ODD), ainsi que la souveraineté numérique. Ils ont également échangé sur l'introduction de l'intelligence artificielle dans le secteur.



Wearetech.africa
02 juin 2024

[Lire la suite](#)

Développement de la technologie éducative : Mastercard épaula 6 startups

Dans le cadre du programme Mastercard Foundation EdTech Fellowship à EtriLabs au Sénégal, 6 startups ont été retenues pour la première cohorte.

L'objectif est de soutenir les entreprises s'affairant dans la Technologie éducative (Edtech) pour transformer le secteur. Cette collaboration verra accélérer 36 startups EdTech innovantes sur une période de 3 ans, chaque start-up devant atteindre 8000 nouveaux apprenants pendant la période d'accélération.



Le Quotidien
03 juin 2024

Cette initiative s'aligne avec la demande urgente de solutions éducatives accessibles, de haute qualité et éducatives qui peuvent répondre efficacement aux besoins croissants des jeunes au Bénin et au Sénégal.

[Lire la suite](#)

Le Sénégal veut anticiper la formation des enseignants

Le Sénégal se prépare à l'introduction des langues nationales à l'école élémentaire. Cette initiative est en ce moment en phase de projet.

Et pour matérialiser cette idée, les différents acteurs sont en conclave à Saly dans l'optique de dégager des pistes visant à harmoniser l'enseignement bilingue au Sénégal.



Press Afrique
03 juin 2024

Ce modèle harmonisé vise à permettre aux enfants d'apprendre à lire et à écrire dans leurs langues maternelles dès le bas âge.

L'enseignement des langues maternelles sera introduite dans les écoles publiques et privées du Sénégal, c'est à quoi que se prépare les autorités de l'enseignement élémentaire.

[Lire la suite](#)

2 | RELIEFS

CAMES : 1 518 dossiers de candidature reçus



La cérémonie d'ouverture de la 46e session des Comités consultatifs interafricains (Cci) du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames) s'est tenue, hier, en visio-conférence à l'Ucad. Cette activité marque le lancement officiel des évaluations des enseignants-chercheurs et chercheurs de l'espace Cames. Président du Comité consultatif général (Ccg), Pr Ahmadou Aly Mbaye, recteur de l'Ucad, a rendu publics les chiffres de cette présente session. « Cette année, 1 518 dossiers de candidature d'enseignants-chercheurs et de chercheurs, issus de 94 universités de 13 pays membres du Cames, ont été enregistrés. Sur cet effectif de candidats, les 84,12 % sont des hommes contre 15,88 % de femmes », a indiqué Pr Ahmadou Aly Mbaye. Le recteur a assuré que le se-

crétariat a pris toutes les « dispositions organisationnelles et pratiques afin de garantir le succès des travaux en Bimodal ». Pour Pr Souleymane Konaté, secrétaire général du Cames, ces évaluations visent à sélectionner les candidats les plus méritants pour figurer sur les listes d'aptitude de cette illustre institution. Il précise que « les inscriptions des promus aux différents grades du Cames sont, non seulement, une reconnaissance de leurs parcours académiques exceptionnels, mais aussi une assurance pour nos étudiants et nos sociétés, que l'enseignement, la recherche et la formation délivrés dans nos institutions sont de la meilleure qualité possible ».

Samba BARRY

SOCIÉTÉ

BACCALAURÉAT À KAOLACK

64 candidats exclus pour détention de téléphones portables

Les candidats au baccalauréat général, près de 160.000 pour tout le Sénégal, se sont penchés hier sur leurs premières épreuves. Mais, à Kaolack, certains sont rentrés sans composer. En effet, une soixantaine de candidats ont été exclus par le président du jury N°1506, au centre d'examen du nouveau lycée de Kaolack. La cause : ces derniers ont apporté leurs téléphones portables.

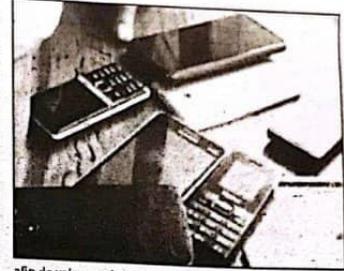
L'examen du baccalauréat général a été marqué hier par un fait inédit : 64 candidats exclus par un seul jury à Kaolack. C'est au centre du nouveau lycée de Kaolack dans le jury N°1506. Il a été trouvé par-dessus eux des téléphones portables éteints dans leurs sacs, et le président du jury les a exclus. Ce qui a suscité beau-

coup de commentaires. Avant le début des épreuves, les surveillants ont demandé à tous les candidats qui ont un téléphone de venir le déposer sur le bureau. Nous avons exécuté l'ordre, mais quelques minutes après, le président du jury est entré pour nous demander de signer une feuille qui nous permettait de récupérer nos téléphones à la sortie. Dès que nous avons fini de signer, il nous a intimé l'ordre de sortir, explique l'un des candidats concernés.

Entouré de ses camarades qui approuvent ses déclarations, ce dernier fait noter que la majorité d'entre eux n'habitent pas dans la Zone. « Beaucoup de candidats viennent de Médina Baye. À cette heure, nous n'avons aucun moyen de

transport pour rentrer ou aviser nos familles parce qu'ils gardent les téléphones. Nous sommes venus en Jakarta et à la fin de la journée, nous étions censés rappeler nos conducteurs pour qu'ils viennent nous récupérer ; c'est pour cela que nous avons amené nos téléphones », regrette le candidat qui implora la compréhension du président du jury. « Nous reconnaissons avoir tort, mais nous demandons clémence pour pouvoir passer l'examen comme tous nos camarades », dit-il.

Le président du jury Ahmed Ndiaye a lui aussi livré sa version des faits. A l'en croire, il s'agit d'une soixantaine de téléphones confisqués. « J'ai fait mon travail. Après, ils pourront se rendre à l'Office du Bac



afin de voir quand est-ce que la commission de discipline se réunira pour statuer sur leur sort. Sur leurs convocations, il est bien écrit qu'ils ne devaient pas amener les téléphones

dans les centres. Les autorités ont bien communiqué là-dessus en wolof et en français », a fait savoir Ahmed Ndiaye.

Ndiaye Khady D. FALL

BACCALAUREAT 2024

Les candidats forclos et ceux qui avaient des problèmes d'état civil vont pouvoir passer la session de rattrapage au mois d'octobre

Pour le premier jour du baccalauréat général, le ministre de l'Enseignement supérieur a effectué une tournée dans quelques centres d'examen dans le département de Dakar. Ce dernier, qui s'est félicité de la bonne tenue de l'examen, globalement, a adressé un important message aux candidats qui n'ont pas pu se présenter en salle d'examen pour une raison ou une autre : certains d'entre eux pourront passer la session de rattrapage au mois d'octobre.

Les candidats au baccalauréat général, forclos ou ceux qui ont eu des problèmes d'état civil vont certainement sauter de joie avec l'annonce du ministre de l'Enseignement supé-

rieur : les autorités ont décidé de leur offrir une nouvelle opportunité de passer le Bac, mais nous allons leur donner la chance de venir s'inscrire la semaine prochaine pour faire le Bac au mois d'octobre », assure-t-il.

Naturellement, déclare le ministre, ceux qui sont malades et qui n'ont pas pu se présenter auront aussi leur chance pour la session de rattrapage.

A en croire Abdourahmane Diouf, il y a beaucoup d'élèves, des milliers, qui n'ont pas pu faire le Bac pour des raisons d'état civil. « Nous avons décidé de rouvrir les dossiers pour leur donner l'opportunité de faire la session de remplacement au mois d'octobre », dit-il.

« NOUS ATTENDONS PRÈS DE 80.000 NOUVEAUX BACHELIERS » Cette opportunité est réservée, selon le ministre de l'Enseignement supérieur, à ceux qui avaient de vrais problèmes d'état civil, mais certainement pas pour ceux qui avaient de faux extraits de naissance. « Tous les autres qui ont des papiers en règle mais, pour une raison ou une autre, n'avaient pas pu s'inscrire, nous leur offrons exceptionnellement l'opportunité de rattraper », renseigne Abdourahmane Diouf qui estime que les parents doivent être conscients de cette effort que vient de faire le gouvernement. M. Diouf de préciser par contre que la période de réinscription sera très courte, et ce sera juste après le Bac.

Parlant des résultats des derniers années, le ministre de l'Enseignement supérieur soutient que le Sénégal a eu des résultats très intéressants qui tournent autour de 50 et 51%. « Nous espérons cette année avoir, au pire des cas, le même résultat. Ce qui veut dire que nous attendons près de 80.000 nouveaux bacheliers. Nous avons pris toutes les mesures pour que tout le monde soit orienté. Et pour ce qui est de la durée des orientations qui pouvaient aller jusqu'à six mois, nous avons mis en œuvre un système qui nous permettra d'orienter 80% des bacheliers en septembre et le reste après pour que l'on puisse avoir une ouverture normale au mois d'octobre », conclut M. Diouf.

Ndiaye Khady D. FALL

Enseignement supérieur : du neuf aux CROUS de Thiès, Diamniadio, Kaolack et Ziguinchor

Un vaste chamboulement est noté au niveau de certaines universités du Sénégal, notamment dans les centres des oeuvres universitaires et sociales. Les universités de Thiès, Kaolack, Diamniadio et Ziguinchor ont toutes fait peau neuve.



PressAfrik
04 juin 2024

A l'université de Thiès c'est l'ingénieur informaticien, Sérigne Mbacké Lo qui est nommé directeur général du centre régional des oeuvres universitaires sociales en remplacement de Cheikh Fall.

Tandis qu'à l'université Sine Saloum c'est le maître de conférence titulaire, Jean Baptiste Gning qui occupe désormais la direction du centre régional des oeuvres universitaires. Il remplace à ce poste monsieur Ousseynou Diop.

[Lire la suite](#)

ÉDUCATION & FORMATION

le soleil

ENSEIGNEMENT DES MATHÉMATIQUES AU SÉNÉGAL

Un groupe d'experts de la Confemen propose d'autres alternatives

Afin de rendre les mathématiques accessibles à tous, un groupe d'experts réunis dans le cadre de la Conférence de consensus initiée par la Conférence des Ministres de l'Éducation nationale et des États et Gouvernements de la Francophonie (Confemen), les 5 et 6 décembre 2023, a rendu publics, hier, les différentes recommandations issues de cette activité.

L'enseignement des mathématiques au Sénégal a besoin d'être réformé pour que les élèves s'approprient cette matière tant redoutée. Surtout à un moment où les résultats vont de mal en pis. C'est pourquoi à l'issue de la Conférence de consensus tenue, les 5 et 6 décembre 2023, portant sur le thème « Les enseignements et apprentissages des mathématiques dans l'élémentaire », par la Conférence des Ministres de l'Éducation nationale et des États et Gouvernement de la

Francophonie (Confemen), en partenariat avec le Centre national d'études des systèmes scolaires (Cnesco), plusieurs recommandations ont été formulées. Renforcer la diversité culturelle dans l'enseignement, augmenter le nombre d'heures consacrées à la matière ou encore revisiter le référentiel général de formation des élèves maitres surtout en mathématiques, etc. sont, entre autres recommandations, faites par le jury de cette conférence de consensus co-présidé par le Pr

Andrée-Marie Diagne-Bonané (Fastef) et Eric Roditi de la France.

Face à la presse, le Pr Andrée-Marie Diagne a indiqué que le Sénégal, étant un vaste pays avec des réalités, des langues et des cultures différentes, elle estime que la réécriture des curricula doit épouser tous les contours sociolinguistiques et culturels, pour que sa mise en œuvre puisse s'adapter à la multiplicité qui fait la richesse du Sénégal. « À cet effet, il apparaît nécessaire de développer des recherches didactiques locales produites par l'Institut de recherche pour l'enseignement de la mathématique, de la physique et de la technologie (Irempt), les départements de mathématiques des univer-

sités sénégalaises », a souligné Pr Diagne.

Pour ce qui est de la formation des élèves maitres, elle estime que la première phase du recrutement, c'est-à-dire la présélection des élèves maitres s'effectue par une dictée permettant d'attester un niveau minimal dans la langue d'enseignement. « Avec le même objectif pour les mathématiques, il faudrait introduire une épreuve comportant, comme pour la dictée, une note éliminatoire », recommande-t-elle. Aussi, les heures consacrées à la matière doivent être revues et même augmentées. Toutefois, estime Pr Moustapha Sokhna, Doyen de la Fastef, le rythme des enseignements est souvent perturbé par les grèves

répétitives constatées dans le système éducatif sénégalais, ce qui peut désorganiser les enseignements.

Plusieurs autres recommandations ont été faites par le jury composé de 16 membres et des deux co-présidents. Ces membres ont été sélectionnés par la Confemen et le Cnesco, « en toute autonomie, afin de garantir leur neutralité vis-à-vis des instances dirigeantes du Sénégal », signale Andrée-Marie Diagne. Cette dernière estime que ces recommandations issues de la première conférence de consensus sont des outils d'aide à la décision pour le Gouvernement du Sénégal et pour les autres pays membres de la Confemen.

Maguette NDONG

DÉFICIT D'ENSEIGNANTS

Moustapha Guirassy suggère le recrutement par académie comme solution

Le Ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Mamba Guirassy, a suggéré d'envisager un recrutement des enseignants par académie, afin de juguler les nombreux départs enregistrés dans certaines académies de l'éducation, en particulier dans les zones rurales. « Il nous faut revoir notre politique des ressources humaines (RH) pour permettre, peut-être, des recrutements par académie. On serait plus sûr de fixer les enseignants, parce qu'ils seraient à ce moment recrutés selon les besoins des différentes zones », a-t-il notamment indiqué. S'exprimant lors d'un entretien exclusif avec l'APS, le Ministre de l'Éducation nationale

a admis que le déficit d'enseignants, notamment dans les zones rurales, « est constant ». Le recrutement d'enseignants est « l'une des solutions » pour venir à bout de ce problème, a-t-il estimé. « Le constat est le même. Il y a un déficit criant d'enseignants. Nous sommes en train déjà de rationaliser le mouvement national, parce que ce mouvement départs-arrivées crée beaucoup de problèmes (...), a reconnu le Ministre. « Une des solutions, c'est absolument le recrutement. Et c'est l'engagement de l'État et du Gouvernement. Le nombre exact, je n'en sais pas, pour le moment, grand-chose, mais il nous faut aller dans le sens du recrute-

ment pour réduire ce déficit d'enseignants », a-t-il insisté. Il a assuré que le Gouvernement est engagé à résoudre définitivement le problème des départs provisoires auquel sont surtout confrontées les régions où l'hivernage démarre tôt. « Le Président de la République, lors de sa campagne électorale, s'est clairement prononcé sur la question. L'objectif fixé, c'est d'aller en 2029 vers la resorp-

tion des abris provisoires, même si ce sera difficile. L'idée, la détermination et l'engagement, c'est d'aller vers zéro abri provisoire », a-t-il indiqué. Il a encouragé les acteurs à se joindre aux efforts de l'État, assurant que « le Gouvernement sera à leurs côtés ». « S'il s'agissait d'appuyer en termes de tables-bancs, nous le ferions », « Il faut encourager toutes ces bonnes volontés. On veut un re-

tour des anciens vers leur école. J'encourage tous les anciens de nos écoles à s'impliquer davantage dans cette volonté à continuer à accompagner les efforts de l'État. C'est une énergie extrêmement précieuse qu'il ne faut pas perdre », a dit Moustapha Guirassy. Il a aussi insisté sur sa volonté de valoriser la fonction d'enseignant en termes d'avancement et d'évolution de carrière. APS

10 CONTRIBUTION

WalfQuotidien N°9677
JEUDI 4 JUILLET 2024

L'Éducation et la Formation : Une affaire de Tous, par Tous et pour Tous en vue l'atteinte de l'ODD 4

En 1948, l'éducation a été déclarée « droit humain universel ». Ce droit a été réaffirmé en 2015, lorsque les Nations unies se sont fixées pour objectif de développement durable l'accès de tous à une éducation de qualité. Pourtant, malgré des décennies de progrès dans l'accès à l'éducation, 250 millions d'enfants et de jeunes à travers le monde sont encore déscolarisés et 71 % des enfants de 10 ans dans les pays à faible et moyens revenus ne sont pas en capacité de comprendre un texte simple à l'écrit.

À l'occasion d'une réunion des ministres de l'Éducation, tenu dernièrement au siège de l'Unesco à Paris (France), en présence du Président du Chili, Gabriel Boric, qui co-préside à ses côtés le Comité directeur de haut niveau pour une éducation de qualité pour tous, Audrey Azoulay a appelé les 194 États membres de l'Organisation à « respecter leur engagement de faire passer l'éducation d'un privilège à une prérogative pour chaque être humain à travers le monde ». La Directrice générale a également rappelé que « l'éducation est une ressource essentielle pour relever les défis contemporains, de la réduction de la pauvreté à la lutte contre le dérèglement climatique ».

En mai 2016, le forum mondial d'éducation d'Incheon (République de Corée) réunissait 1 600 participants de 160 pays qui n'avaient qu'un seul objectif en tête : assurer une éducation inclusive et équitable de qualité et un apprentissage tout au long de la vie pour tous à l'horizon 2030. La déclaration d'Incheon-Education 2030 a joué un rôle déterminant dans la définition de l'objectif de développement durable relatif à l'éducation, qui vise à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».

L'Éducation est étroitement liée à d'autres secteurs, tout comme la santé, l'eau, l'alimentation et l'énergie sont essentielles à l'éducation.

La santé des enfants détermine leurs capacités à apprendre, les infrastructures sanitaires peuvent être utilisées pour dispenser l'éducation et les enseignants en bonne santé sont indispensables au bon fonctionnement du secteur de l'éducation.

Il revient à chaque génération de définir les compétences et connaissances indispensables à transmettre pour relever les défis de son époque. La nôtre ne fait pas exception. Face aux défis planétaires que sont le creusement des inégalités, le changement climatique, la montée en puissance des technologies numériques, il faut aujourd'hui selon l'Unesco réinventer l'éducation, « former la plus puissante pour transformer le monde » selon les mots de Nelson Mandela.

Notre pays a réaffirmé sa vision et sa volonté politique refaîtes dans de nombreux traités internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme et qui consacrent le droit à l'éducation et ses liens réciproques avec d'autres droits fondamentaux.

La pédagogie doit s'organiser autour de principes de coopération, de collaboration et de solidarité.

Ces objectifs pédagogiques doivent donner lieu à un processus d'évaluation conçu pour encourager chez tous les élèves des progrès significatifs en matière de développement et d'apprentissage.

Le curriculum doit mettre l'accent sur des apprentissages écologiques, interculturels et interdisciplinaires en mesure d'aider les élèves et les étudiants à accéder et à contribuer au savoir, tout en développant leur capacité à mettre ce savoir en pratique mais aussi le remettre en cause.

Un développement social inclusif exige la fourniture universelle des services cruciaux comme l'éducation.

Dans le cadre de la mise en œuvre des politiques éducatives, notre pays qui a élaboré des programmes éducatifs comme le PDEF et le Paquet a eu à organiser des rencontres d'en-

vergures nationales comme les États généraux de l'Éducation, les Concertations nationales sur l'avenir de l'Enseignement Supérieur, les Assises nationales de l'Éducation.

Pour le maintien d'un climat social apaisé dans la mise en œuvre de nos politiques éducatives il est souhaitable que le Comité de suivi des accords signés en février 2022 composé de différents ministères, de syndicats d'enseignants de la société civile active en éducation se réunisse sous la présidence de M. Premier ministre qui a accordé déjà une oreille attentive aux acteurs de l'éducation lors du conseil interministériel sur les préparatifs des examens.

Le renforcement de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle notamment en termes de financement en rapport avec les organisations actives du sous-secteur, l'éducation inclusive, le numérique, zéro abris provisoires demeurent indispensables pour notre système éducatif au moment où au niveau mondial l'Unesco sous la coordination de l'Unesco un rapport dans l'éducation est intitulé : Repenser nos futurs ensemble un nouveau contrat social pour l'éducation.

Les actes déjà posés par le ministre de l'Éducation nationale en proposant une société éducative et avec celui de la Formation professionnelle montrent toutes leurs disponibilités et leur sens de dialogue qui sans nul doute s'ils se poursuivent sans relâche feront de l'éducation et de la formation une affaire de tous, une réalité pour le devenir et l'avenir de notre système éducatif.

Silèye Gorbali Expert en Éducation et Développement Local

Président Coalition Nationale Éducation Pour Tous du Sénégal

Membre du Comité Dialogue Social / Secteur de l'Éducation

Coordinateur de la Coalition Africaine et Francophone pour l'Alphabétisation

Membre Ccong Unesco

Chevalier de l'Ordre National du Lion

Education nationale et formation professionnelle : 26.277 enseignants ont déposé des demandes d'affection

Les assises de la Commission nationale consultative de Mutation des Personnels (CNCMP) du secteur de l'Education professionnelle, se tiennent à saly.

Les acteurs vont examiner les candidatures de 26.277 agents (25.569 pour le MEN et 708 pour le MEFPA) contre 19.856 en 2023 (19.291 pour le MEN et 565 pour le MEFPA).



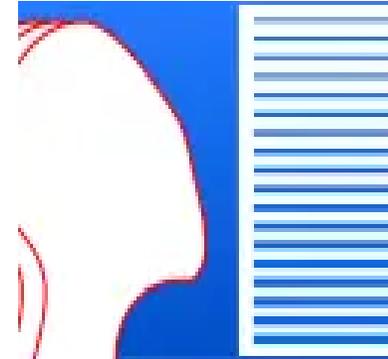
Seneweb
04 juin 2024

Globalement, les demandes sont de 84.104 en 2024 contre 74.020 en 2023. Précisons que chaque agent peut émettre jusqu'à quatre vœux.

Selon le Ministre de l'éducation nationale, Moustapha Mamba Guirassy : "comme les années précédentes, les candidatures restent relativement importantes.

[Lire la suite](#)

Le Ministère de l'Education nationale porte à la connaissance des élèves, des parents d'élèves et de l'ensemble des acteurs du système éducatif que l'examen du Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM), initialement prévu du jeudi 18 juillet 2024, est reporté au lundi 22 juillet 2024.



Ministère de l'Education Nationale

MEN
05 juin 2024

Cette décision a été prise afin de garantir le bon déroulement des épreuves et de permettre à tous les candidats de composer dans les meilleures conditions possibles. Nous prions les candidats de prendre toutes les dispositions nécessaires pour s'organiser en conséquence.

Le grand oral du ministre de l'éducation nationale / Le mouvement national, le recrutement, les abris provisoires et la rationalisation des ressources humaines au menu.

Leral.Net
04 juin 2024



[Suivre ici](#)



ACTUALITE INTERNATIONALE



Les acteurs du numérique créent une Confédération africaine du numérique

L'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA) a annoncé la création à Dakar au Sénégal, le vendredi 28 juin, d'Afri'Tech, une confédération africaine du numérique, en marge du Salon international des professionnels du numérique (SIPEN).

Cette entité rassemble les organisations et associations professionnelles représentant les secteurs privés du numérique à travers les pays africains. Afri'Tech vise à fédérer les acteurs privés du numérique, en défendant leurs intérêts et en favorisant le développement de l'innovation et du numérique en Afrique.



Wearetech Africa
02 juin 2024

[Lire la suite](#)

CAMES : Ouverture de la 46e session à l'UCAD avec 1518 candidatures enregistrées

Le lundi 1er juillet 2024, à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), s'est ouverte en visioconférence la 46e session des Comités Consultatifs Interafricains du CAMES (Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur).



Senego
02 juin 2024

Cette session marque le début des évaluations des enseignants-chercheurs et chercheurs de l'espace CAMES.

Le Pr Souleymane Konaté, Secrétaire Général du CAMES, a souligné l'importance de ces évaluations. « Ces évaluations visent à sélectionner les candidats les plus méritants pour figurer sur les listes d'aptitude de notre illustre institution.

[Lire la suite](#)

La transformation numérique de l'enseignement supérieur : l'AUF convie ses établissements membres à participer à l'enquête mondiale de l'AIU

L'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) convie les universités et instituts de recherche de son réseau de plus de 1000 établissements membres à participer à la deuxième édition de l'enquête de l'Association Internationale des Universités (AIU) portant sur la transformation numérique de l'enseignement supérieur. L'enquête est ouverte jusqu'au 1er octobre 2024.



Avec des points d'attention comme l'IA générative, la cybersécurité et la science ouverte, cette enquête cherche à étudier l'impact de l'évolution du numérique sur l'enseignement supérieur, tant au niveau des opportunités qu'au niveau des défis qui en découlent.

[Lire la suite](#)

AUF
02 juin 2024

Plateformes numériques et contenus illicites : quelles régulation pour l'Afrique ?

INTERNET, LE NOUVEAU MONDE- le développement des technologies de l'information et de la Communication, avec son corolaire, l'élargissement du réseau Internet, a fini de jeter les bases d'une nouvelle civilisation.

A l'image de la révolution industrielle, le développement de ce réseau à travers le monde constitue sans doute un pas de géant de l'humanité.

Le temps et l'espace sont abolis. Une bonne partie du savoir et de la civilisation humaine, dans leur diversité, se trouve concentrée dans des bases de données caractérisées dans une consistance infinie. En temps réel, la communication et les services foisonnent quelle qu'en soit la nature.

[Lire la suite](#)



Social Net LINK
03 juin 2024



ACTUALITE SYNDICALE



Matérialisation des engagements : la CESL/UGB met en garde le ministre de l'Enseignement supérieur

La coordination des étudiants de Saint-Louis (CESL) monte au créneau à la suite de la visite du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de l'Innovation Dr Abdourahmane DIOUF, effectuée vendredi à l'université Gaston Berger.



Ndar Info
01 juin 2024

« Nous avons fait le tour du campus social pour constater de visu, les problèmes liés à l'hébergement, à la restauration, à l'assainissement et au manque d'eau qui provoquent d'énormes difficultés.

Pour le volet pédagogique, des contraintes sont notées sur la connectivité, le déficit des salles de cours et d'amphithéâtres », a déclaré Aliou Kara Kandé, le président de séance de la Cesl.

[Lire la suite](#)

Thiès : suite et pas fin du contentieux opposant la ville de Thiès à l'Université Iba Der Thiam

L'intersyndicale de l'Université Iba Der Thiam est sortie de son trou pour apporter la réplique au conseil municipal de la ville de Thiès qui exige la libération immédiate de l'auditorium.



ActuSen
02 juin 2024

Face à la presse, les syndicalistes indiquent que le conseil municipal se confond dans les tergiversations

politico-juridiques quand il ordonne à son Maire de prendre toutes les dispositions pour dévêtir une institution publique.

«La coordination PER-PATS-Étudiants s'indigne du comportement discourtois du Maire et de son conseil municipal qui, depuis leur installation, ne cessent de travailler à essayer d'affaiblir l'UIDT.

[Lire la suite](#)

Contentieux de l'auditorium de l'UIDT : les syndicats et étudiants dénoncent la position de la ville de Thiès

Aujourd'hui, la coordination des syndicats PER (SAES, SUDES), PATS (STESU, SATUC) et la conférence des amicales des étudiants de l'Université Iba Der Thiam (UIDT) s'est exprimée vivement lors d'une conférence de presse.

Ils ont mis en lumière les tensions entourant le contentieux opposant l'UIDT à la Ville de Thiès concernant l'auditorium.



La déclaration a été motivée par une résolution récente du conseil municipal de Thiès, exigeant la libération immédiate de l'auditorium.

La coordination a critiqué cette démarche qu'ils ont qualifiée de politique et juridiquement confuse, dénonçant les propos qu'ils estiment fallacieux et irrespectueux contenus dans ladite résolution.

[Lire la suite](#)

Le SUDES-ESR crie à un coup d'état académique à L'UCAD

Le syndicat dénonce avec véhémence les agissements du Conseil d'Administration, accusé de bloquer délibérément le processus de nomination d'un nouveau recteur. Il menace d'engager des actions judiciaires pour le respect de la légalité.



Senepus
04 juin 2024

L'UCAD est-elle au-dessus des lois de la République ?

C'est la question que pose le SUDES-ESR face au refus du Conseil d'Administration de lancer l'appel à candidatures pour le poste de recteur.

Dans le communiqué ci-dessous, le syndicat pointe du doigt des manœuvres dilatoires et exige l'intervention du ministre de l'Enseignement supérieur pour rétablir l'ordre légal.

[Lire la suite](#)

NOMINATION DU RECTEUR DE L'UCAD

Le Sudes-Esr flaire « une arnaque juridique » et exige le lancement sans délai d'un appel à candidatures

Le Syndicat unitaire et démocratique des enseignants du Sénégal-Enseignement supérieur et recherche (Sudes-Esr) a alerté sur « un coup d'état académique en préparation » alors que le mandat de l'actuel recteur de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad) prendrait fin.

A «un peu moins de trois semaines de la fin du mandat du recteur de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad)», le Sudes-Esr, section Ucad a exprimé «sa profonde inquiétude et son indignation grandissante face aux attermolements du Conseil d'administration concernant le lancement de l'appel à candidatures pour le poste de recteur conformément au décret 2021-846 du 24 juin 2021». En effet, «il nous est revenu qu'en sa dernière réunion, le Conseil d'administration de l'Ucad rechigne à lancer l'appel à candidatures et qu'à la place, il a décidé de commettre un conseil juridique qui serait celui de l'actuel recteur de l'Ucad pour faire le constat que ce dernier aurait entamé tacitement depuis juillet 2023 un supposé second mandat qui devrait courir jusqu'en 2026», rapporte le Sudes-Esr qui «dénonce avec la plus grande fermeté cette attitude dangereuse et inquiétante du Conseil qui de fait se rend complice d'une arnaque juridique sur fond de manipulations et d'élucubrations intellectuelles, et d'un dilatoire dont le seul objectif est de maintenir l'actuel recteur illégalement et illégitimement à

son poste, alors que son mandat arrive à échéance le 23 juillet 2024».

Le Sudes-Esr souligne «qu'en agissant ainsi, le président du Conseil d'administration fait preuve de carence en référence aux articles 2 et 3 du décret 2021-846 relatif aux modalités de nomination du recteur dans les universités publiques du 24 juin 2021. Ces articles disposent : « Quatre-vingt-dix (90) avant le terme du mandat, du recteur en fonction ou, au plus tard, trente (30) jours après la fin de son mandat pour une raison autre que la fin légale du mandat, un comité de sélection des candidatures pour la nomination d'un nouveau recteur est mis en place » (Art. 2) et «l'appel à candidatures est élaboré par le conseil d'administration de l'université» (Art.3). Pour rappel, poursuit le Sudes-Esr, «les dispositions de l'article 26 (chapitre III-Le recteur) du décret 2021-1500 du 16 novembre 2021 fixant les règles d'organisation de fonctionnement de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar indiquent clairement que toute nomination aux fonctions de recteur passe ipso facto par un appel à candidatures. Cela s'est fait dans toutes les autres universités

publiques du Sénégal (Ugh, Uio, Uio2, Uias2). L'Ucad serait elle au-dessus des lois de la République? Que veut-on cacher ou protéger avec cette manoeuvre désespérée de tordre le cou aux textes qui régissent notre institution?», s'interroge le Sudes-Esr qui «demande au ministre de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation, garant du bon fonctionnement des universités de sortir de son silence assourdissant et de prendre acte de la carence du président du Conseil d'administration».

Le Sudes-Esr demande aussi au Dr Abdourahmane Diouf d'insister les instances compétentes pour lancer sans délai l'appel à candidatures pour la nomination d'un nouveau recteur à l'Ucad dès lors qu'aucune «[...] raison autre que la fin légale du mandat» ne justifie de le prolonger «au plus tard, trente (30) jours après [...]» (Art.2). Par ailleurs, le Sudes-Esr «tient à informer qu'en l'absence d'une action immédiate, il se réserve le droit de contester vigoureusement la légitimité de tout maintien du recteur actuel au-delà de la date d'échéance de son mandat d'engager toutes les



actions légales et syndicales nécessaires pour faire respecter les textes en vigueur». Enfin, le Sudes-Esr «appelle l'ensemble de la communauté universitaire à se mobiliser pour défendre avec

énergie et détermination la démocratie au sein de notre institution». D'après le Sudes-Esr, «l'Ucad ne saurait être le fief de tripoteurs de textes!».

Ndèye Khady Ndiaye

DERNIÈRES NOMINATIONS AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Le Sames tire sur Dr Ibrahima Sy

Le Syndicat autonome des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes du Sénégal (Sames) est très remonté contre le ministre de la Santé et de l'Action sociale.

Aussi, le Ben «exige auprès de M.Ibrahima Sy, ministre de la Santé et de l'Action sociale une réparation immédiate de ces impairs, seul gage d'une poursuite correcte de collaboration entre lui et les médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes». En effet, «l'urgence dans le secteur de la santé c'est de procéder à une prise en main sérieuse des revendications des travailleurs, une correction diligente et sans faiblesse aucune des dérives notées dans la gestion des services de santé, mais non des nominations népotiques à la limite fantaisistes», martèle le Sames qui «rappelle au ministre de la Santé l'obligation qu'il a d'inscrire ses actes dans le sillage du Jubba Jubba Jubana et non à des nominations avec des penchants de camaraderie».

Ainsi, le Ben «appelle les camarades à se tenir prêts pour défendre la corporation et usera de tous les moyens légitimes pour une satisfaction intégrale des préoccupations des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes».

Koura Fall

Dans une déclaration au vitriol publiée hier, le Bureau exécutif national (Ben) du Sames a rejeté «avec extrême fermeté les récents actes de nominations effectués par le ministre de la Santé et de l'Action sociale M. Ibrahima Sy au détriment du corps des médecins pharmaciens et chirurgiens-dentistes». Le Ben «rappelle au ministre en charge de la Santé que le fait de mettre un agent économiste à la tête d'une division technique de lutte contre le sida constitue une insulte grave à la communauté scientifique, malgré toutes les avancées obtenues dans ce domaine sous la conduite d'un médecin infectiologue de renommée mondiale, ayants cumulé des décennies de recherche et d'enseignement dans le domaine et aux états de service irréprochables».

CMG

Une nomination aux allures de camaraderie au ministère de l'Enseignement supérieur

En conseil des ministres ce mercredi, au titre du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Jean Birane Gning, «maître de conférence titulaire», a été nommé directeur du Centre régional des œuvres universitaires sociales (Crous) du Sine-Saloum. Pour le compte du même département ministériel, Fama Dieng, «juriste spécialiste en logistique et management

portuaire», a été bombardée directrice du Crous de Diamniadio. En dehors de ces titres, Jean Birane Gning et Fama Dieng ont une autre casquette : ils sont tous les deux membres du parti Awalé dirigé justement par le Dr Abdourahmane Diouf, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Le premier est délégué national aux cadres d'Awalé et la seconde déléguée à la famille et à l'en-

fance dans le même parti. Si le profil de Jean Birane Gning colle à son nouveau poste malgré son appartenance politique au parti de son ministre de tutelle, celui de Fama Dieng laisse croire formellement que l'appartenance politique a prôné sur le profil. Qui plus, même s'il était de l'Appel et maire de Sibassor, Ousseynou Diop qui remplace Fama Dieng est professeur agrégé.

CMG

*RATON

Vendredi 05 juillet 2024

liberationquotidien@gmail.com

Libération
05 juin 2024

Foo nekk foofu la





VIE ETUDIANTE



Environnement : Le CROUS de Diamniadio a tenu sa journée de sensibilisation sur le réchauffement climatique -Wolof

Leral.net
29 juin 2024



[Lire la suite](#)

ILS ONT PARLE DE NOUS



Formation des agents de l'Etat : la Fonction publique et l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE signent une convention de partenariat

Le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme du Service public, Monsieur Olivier BOUCAL et le Recteur de l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (l'UN-CHK), Professeur Moussa LO ont signé une convention de partenariat le lundi 1er juillet 2024 à la salle de conférence du Ministère.

Fonction publique
01 juin 2024

Cette convention entre dans le cadre de la modernisation du secteur public afin d'accroître la productivité et la performance de l'Administration et d'améliorer la qualité des services rendus aux usagers.



[Lire la suite](#)

Olivier Boucal, ministre de la fonction publique et de la réforme du service public et le Recteur de l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (l'UN-CHK), Professeur Moussa LO ont signé une convention de partenariat le lundi 1er juillet 2024 à la salle de conférence du Ministère.

Dakar Actu
02 juin 2024

Cette convention entre dans le cadre de la modernisation du secteur public afin d'accroître la productivité et la performance

l'administration et d'améliorer la qualité des services rendus aux usagers.

Ainsi ce partenariat donne à l'ensemble des administrations publiques une opportunité de renforcer leurs capacités opérationnelles et stratégiques à travers les infrastructures numériques et les ressources humaines hautement qualifiées de l'université Cheikh Hamidou Kane.

[Lire la suite](#)



Sénégal : l'UN-CK s'engage à former les agents de l'Etat au numérique

Le ministre sénégalais de la Fonction publique et de la Réforme du service public (MFPRSP), Olivier Boucal, et le recteur de l'université numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK), Moussa Lo, ont signé une convention de partenariat le lundi 1er juillet.

Wearetech Aric
02 juin 2024

Dans le cadre de ce partenariat, l'UN-CHK apportera son expertise numérique au MFPRSP pour la transformation du secteur public et la numérisation des services publics. Ce partenariat prévoit également des formations et le renforcement des capacités des agents de la fonction publique dans le domaine du numérique, parmi d'autres initiatives.



[Lire la suite](#)

Formation des agents de l'Etat: La Fonction publique et l'Université numérique CHK signent une convention de partenariat

Olivier Boucal, ministre de la Fonction Publique et de la Réforme du Service Public, et le Recteur de l'Université Numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK), Professeur Moussa Lo, ont signé une convention de partenariat qui s'inscrit dans le cadre de la modernisation du secteur public, avec pour objectif d'accroître la productivité et la performance de l'administration tout en améliorant la qualité des services rendus aux usagers.



Social Net
03 juin 2024

Ce partenariat offre aux administrations publiques l'opportunité de renforcer leurs capacités opérationnelles et stratégiques grâce aux infrastructures numériques et aux ressources humaines hautement qualifiées de l'Université Cheikh Hamidou Kane.

[Lire la suite](#)

Le gouvernement sénégalais a engagé la modernisation des services publics. Cette initiative contraint à l'actualisation des compétences des travailleurs de l'Etat.

Au Sénégal, l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK) et le ministère de la Fonction publique et de la Réforme du service public (MFPRSP) ont signé, lundi 1er juillet, une convention de partenariat pour la formation des agents de l'Etat.

Ces derniers pourront suivre auprès de l'université un programme de renforcement des compétences.



Agence Ecofin
04 juin 2024

[Lire la suite](#)

Environnement scolaire du 03-07-2024 invite Ababacar NDAO

Le 3 juillet 2024, Ababacar NDAO, (BAIO) - KAOLACK a participé à une émission sur Alquran FM à Kaolack pour présenter le modèle d'apprentissage de l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK). Il a expliqué les objectifs et la création de l'UN-CHK, l'utilisation de la plateforme et le déroulement des cours, discuté des opportunités de formation continue, des avantages du numérique, des formations qualifiantes et certifiantes disponibles, ainsi que du programme FORCE-N.

Radio saint coran
kaolack
04 juin 2024



SUIVEZ VOTRE EMISSION

ENVIRONNEMENT SCOLAIRE

**ALQURAN FM
89.6 FM**

**Présentatrice
DABA NDIAYE**

**Invité
ABABACAR NDAO**

MERCREDI 03 Juillet 2024 / 15H-16H

Agent d'accueil d'information et d'orientation à l'Université Numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK ex-uvvs) rattaché à l'Espace Numérique Ouvert de Kaolack.

[Suivre ici](#)



ACTUALITES UN-CHK



Dr Moustapha NDIAYE, nouveau Directeur du Pôle d'Innovation et d'Expertise pour le Développement (PIED) de l'UN-CHK

Dr Moustapha NDIAYE est désormais installé dans ses nouvelles fonctions de Directeur du Pôle d'Innovation et d'Expertise pour le Développement (PIED) de l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE(UN-CHK).

La cérémonie de passation de service s'est déroulée le mardi 02 juillet 2024 au siège de l'université à Diamniadio. Présidée par le Recteur, Pr Moussa LO, ce moment solennel a vu le Directeur sortant, Pr Ousmane SALL, transmettre symboliquement le flambeau à son successeur, après avoir marqué son passage par des accomplissements significatifs.



UN-CHK
juin 2024

[Lire la suite](#)

Coopération : L'UN-CHK s'engage avec le MFPRSF pour la modernisation du service public

Pr Moussa LO, Recteur de l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK) et M. Oliver BOUCAL, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme du Service public (MFPRSF), ont signé une convention de partenariat entre les deux institutions ce lundi 1er juillet au siège dudit ministère.

UN-CHK
juin 2024

Elle matérialise la volonté des deux parties d'unir leurs efforts pour asseoir la culture de performance au niveau de l'administration publique.



La cérémonie de signature a été l'occasion pour les responsables des deux institutions de saluer cette initiative dont l'objectif est de mutualiser leurs moyens dans la mise en œuvre de la politique de modernisation du service public.

[Lire la suite](#)

L'UN-CHK dote les élèves du lycée Cheikh Mourath NDAW de Meckhé d'outils informatiques et renforce son partenariat avec la mairie

L'Université Numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK), à travers son programme "Formations Ouvertes pour le Renforcement des Compétences, de l'Emploi et de l'Entrepreneuriat dans le Numérique" (FORCE-N), soutenu par la Fondation Mastercard, a remis des ordinateurs ainsi que des abonnements internet aux élèves des classes de terminale et première S1 et S2 du Lycée Cheikh Mourath NDAW de Meckhé. Cette initiative vient renforcer le partenariat entre la mairie de la commune et l'UN-CHK.

La cérémonie, présidée par le Professeur Abdou SENE, chargé des opérations du programme FORCE-N et représentant du Recteur de l'UN-CHK, le Professeur Moussa LO, visait à favoriser l'accès à la technologie et à améliorer l'éducation des élèves au sein de la commune.

[Lire la suite](#)



UN-CHK
juin 2024

Visite de courtoisie des collègues enseignants-chercheurs de l'Université de Gabon et des doctorants de l'Université de Yaoundé de Cameroun

Le Pr Moussa LO, Recteur de l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK), a reçu le vendredi 28 juin 2024, une délégation composée d'enseignants-chercheurs de l'Université de Gabon et de doctorants de l'Université de Yaoundé de Cameroun.

Cette visite de courtoisie est effectuée dans le cadre d'une future coopération entre les universités du sud du continent africain.

La délégation était composée de M. Dieu-Donné OKALAS OSSAMI, Enseignant-chercheur en informatique à l'Université des Sciences et Techniques de Masuku (USTM) de Gabon, Mme Félicité DOMGUE, Enseignante-chercheuse à l'Ecole Normale Supérieure de l'Université de Yaoundé I au Cameroun ainsi que M. Régis AUDRAN MOGO WAFO et M. Wabo GHISLAN, bénéficiaires du programme de mobilité de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF).

[Lire la suite](#)



UN-CHK
juin 2024

Une délégation de l'Autorité de Régulation de l'Enseignement Supérieur (ARES) du Cap-Vert en visite à l'UN-CHK

Le Pr Moussa LO, Recteur de l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK), a reçu une délégation de l'Autorité de Régulation de l'Enseignement Supérieur (ARES) du Cap-Vert, conduite par Mme Paula Carvalho, Gestionnaire des procédures, le vendredi 28 juin 2024 au siège de l'université à Diamniadio.

UN-CHK
juin 2024

Venue s'inspirer du modèle sénégalais en matière d'assurance qualité, la délégation cap-verdienne s'est particulièrement intéressée à l'exemple de la première université publique numérique du Sénégal.

Créée en 2018, l'ARES est venue s'imprégner des bonnes pratiques de l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK) en matière d'assurance qualité.

[Lire la suite](#)





AGENDA



Journées d'information et d'échanges sur l'UN-CHK avec la Commission de l'Éducation, de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs de l'Assemblée nationale

Dans le cadre de la valorisation de son modèle pédagogique, de son offre de formation et du renforcement de sa communication externe, l'UN-CHK organise des Journées d'information et d'échanges avec la Commission de l'Éducation, de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs de l'Assemblée nationale. Ces journées comprendront deux activités principales :

juillet 2024

Lundi 08 juillet 2024 : Visite du siège de l'UN-CHK à Diamniadio, de l'Espace numérique ouvert (ENO) provisoire de Sébikotane et de l'ENO de Guédiawaye;

Mardi 10 juillet 2024 : Échanges entre les parlementaires et l'ensemble des composantes de la communauté de l'UN-CHK.

L'institution profitera de cette rencontre exceptionnelle pour discuter avec les députés en charge des questions d'éducation et de formation de sa situation actuelle, de ses défis et de ses perspectives.

AGENDA

COOPÉRATION

Visite de SEM Hélène de BOCK

Ambassadrice de Belgique au Sénégal

Mercredi 10 juillet 2024 à partir de 11h

au siège de l'UN-CHK sis à Diamniadio



Foo nekk foofu la

Foo nekk foofu la



Audience des lauréats de la CAAI

Le Pr Moussa LO, Recteur de l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK), accueillera les lauréats de la 3ème édition du Concours Africain d'Arbitrage International (CAAI) **le mercredi 10 juillet 2024 à 15h30, au siège de l'université à Diamniadio.**

juillet 2024

Organisé par l'Académie Africaine de la Pratique du Droit International (AAPDI), ce concours vise à promouvoir le droit international en Afrique.

Ce prix reflète l'engagement de l'UN-CHK en faveur de l'excellence académique et des initiatives internationales.

Les Mercredis de la DFIP

La Direction de la Formation et de l'Ingénierie pédagogique (DFIP) propose, pour l'année 2024, un plan d'actions pour le renforcement des capacités des acteurs de l'UN-CHK, dans le cadre « des Mercredis de la DFIP ».

L'objectif est de maîtriser les outils numériques nécessaires à l'enseignement et d'améliorer les performances.

juillet 2024

La prochaine session se tiendra **le mercredi 10 juillet 2024 à 10h30, sur le thème « l'intelligence artificielle (ChatGPT) »**, et sera animée par Dr. Marie Hélène MBALLO à la salle de conférence du siège à Diamniadio et en ligne.

La DFIP invite tous les acteurs de l'UN-CHK à participer pour approfondir leurs connaissances sur les avancées technologiques actuelles.

Cérémonie de dédicace du livre de Dr Thierno Boubacar BARRY

L'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK) annonce la cérémonie de dédicace du livre de Dr Thierno Boubacar BARRY le **samedi 13 juillet 2024** à l'**Espace numérique ouvert de Saint-Louis**, parrainée par le **Pr Moussa LO, Recteur de l'UN-CHK**.

Dr BARRY, administrateur de l'ENO de Kolda, après avoir co-écrit l'essai « Casamance, les leviers de la Paix » en 2021, présente son nouvel ouvrage intitulé « Louis Camara, le conteur d'Ifa ».

juillet 2024

Ce livre rend hommage à Louis CAMARA, Grand Prix du Président de la République pour les Lettres. Le Recteur félicite Dr BARRY et encourage toute la communauté à découvrir et apprécier cet ouvrage.

COMMANDE LIVRAISON GRATUITE

COLLECTION KURUKANFUGA



Titulaire d'un DEUG en Sciences Politiques, Docteur ès Lettres, Chercheur au Laboratoire de Littérature comparée de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, Concepteur de cours, **Thierno Boubacar BARRY** est actuellement l'Administrateur de l'Espace numérique ouvert de Kolda, structure rattachée à l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (EUN-CHK).

Après Casamance *Les leviers de la paix*, un essai très bien noté par critiques et lecteurs, il excelle en explorant un autre genre littéraire. Il propose aux générations présentes et futures la biographie de Monsieur Abdou Karim CAMARA, plus connu sous le nom de **LOUIS CAMARA**. Né au cœur de Saint-Louis ou Ndax, la première capitale du Sénégal, le conteur d'IFA est un génie de la littérature africaine, un spécialiste de la mythologie Yoruba, un intellectuel authentique au cœur des civilisations, des religions et des cultures promouvant le sens de l'honneur, de la fraternité géniéreuse, la qualité de la science, de la vertu, s'insurgeant contre toute forme d'endoctrinement, de fanatisme.

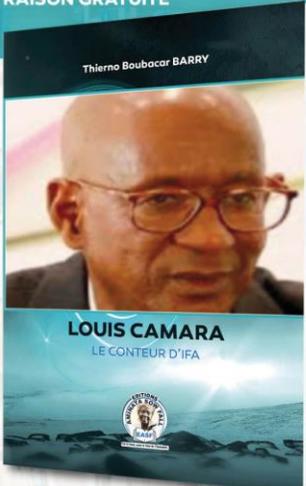
En 1974, cet éminent professeur de lettres remporte le **Grand Prix du Chef de l'Etat pour les Lettres**, plus haute distinction littéraire du Sénégal. Le 2 octobre 2022 à Dakar, le Grand Maître Yoruba du Nigéria décéde au brillant écrivain le titre de « **Abio dum** » ou « **celui qui est venu le jour de la fête** ».




Par le bon, pour le bien de l'humanité.

Prix : 8 000 Fcfa





Disponible LIBRAIRIE AMINATA SOW FALL (EASF)
Tél. : 77 265 83 91 - 77 758 91 80
Site : <https://editionsaminatasowfall-east.odoo.com/> / Email : iasow@yahoo.fr / rassulillah2010@gmail.com

Election des représentants des personnels et des tuteurs au conseil académique et au conseil de pôle

Réouverture de la plateforme

du 03 au 05
juillet 2024

Vote : 15 au
16 juillet 2024

Peuvent être candidats :

- les personnels PER et PATS ayant un contrat à durée indéterminée;
- les tuteurs de catégorie 1.



Foo nekk foofu la

Foo nekk foofu la



Rendez-vous sur la plateforme : <https://vote.unchk.sn>

Incubation - résultats de la première phase du tournoi national de hackathon édition 2024

L'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK), via son incubateur « Incub'ENO », annonce les résultats de la première phase du tournoi national de hackathon 2024, tenue du 11 au 13 juin sur sa plateforme collaborative.

juillet 2024

Parmi 14 projets, les équipes des ENO de Ndioum, Kaolack, Guédiawaye et Bignona ont été sélectionnées pour la finale, qui se tiendra du **24 au 27 juillet 2024 à Dakar (Diamniadio)**.

L'UN-CHK félicite toutes les équipes pour leur innovation et leur dévouement. Le communiqué et la liste des projets retenus sont disponibles ici. <https://www.unchk.sn/wp-content/uploads/2024/07/Communique-Resultats-des-sessions-de-pitch-et-equipes-retenues.pdf>.



OPPORTUNITES



Appel à candidatures pour le recrutement d'Animateurs Masterclass soft skills

Dans le cadre du renforcement de son équipe, le Programme FORCE-N, mis en place par l'UN-CHK et la fondation Mastercard, lance un appel à candidatures pour le recrutement d'Animateurs Masterclass soft skills.

La date limite de soumission des candidatures est fixée au **dimanche 07 Juillet 2024 à 23h:59**.

Les dossiers de candidatures doivent être envoyés à l'adresse force.n@unchk.edu.sn, avec obligatoirement comme objet « CONSULTANT - ANIMATEUR MASTERCLASS SOFT SKILLS – Prénom et Nom » et doivent comprendre impérativement : le CV et la copie des diplômes et certifications.

Pour plus d'informations, consulter la fiche de l'AAC via le lien ci-contre: [AAC](#)



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

RECRUTEMENT

plus d'informations : rh@unchk.edu.sn

Foo nekk foofu la

Facebook, Instagram, X, LinkedIn, YouTube icons



PROGRAMME DE CERTIFICATION AU TUTORAT EN LIGNE

Développez vos compétences en tutorat en ligne et obtenez un certificat reconnu.

Postulez dès maintenant sur
<https://admission.unchk.sn>

Prolongation

Des dépôts de candidature au :
15 juillet 2024 à 23h59

contactufc@unchk.edu.sn Tel: 33 825 54 59
<https://www.unchk.sn>

100% en ligne
Avec application
sur nos plateformes
de e-formation

Début des cours :
août 2024
Durée : **6 mois**

L'UEMOA ouvre les candidatures 2024 de son programme de bourses d'études aux étudiants

L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a ouvert les candidatures de la campagne 2024-2027 de son programme de bourses d'études destiné aux étudiants de ses pays membres, à savoir : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Les bourses, qui seront accordées sur la base de quotas par pays, serviront à financer des formations d'un cursus complet de niveaux licence, master, doctorat ou post-doctorat en spécialisation. Les conditions d'admissibilité aux bourses varient d'un niveau à l'autre.

Plus d'information: <https://www.agenceecofin.com/formation/0805-118512-l-uemoa-ouvre-les-candidatures-2024-de-son-programme-de-bourses-d-etudes-aux-etudiants>

Les candidatures doivent être soumises au plus tard le 31 juillet.

juillet 2024

OPPORTUNITES

Appel à communication : 2ème édition du Colloque international AfricaDigitalEdu

Organisé par l'Université virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI) avec la collaboration de divers partenaires, dont l'UNESCO et le Réseau francophone des Universités virtuelles (ReFUV), le CAMES, le Colloque international AfricaDigitalEdu 2024, se déroulera en Côte d'Ivoire du 17 au 18 octobre 2024 en mode hybride.

Le thème retenu est « **Intelligence artificielle et futurs numériques de l'apprentissage dans l'Enseignement supérieur** ». Un appel à communication est ouvert pour les résumés en français ou en anglais, à envoyer à colloquevirtuel@uvci.edu.ci.1/2.



2^e Édition

COLLOQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL AfricaDigitalEdu 2024

L'Afrique face aux défis de l'enseignement supérieur numérique

APPEL A COMMUNICATION

THEME :
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET FUTURS NUMERIQUES DE L'APPRENTISSAGE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

SOUS-THEMES :

Ethique de l'Intelligence Artificielle dans l'éducation	Défis et opportunités de l'IA pour l'apprentissage, la formation et l'éducation	Inclusion, transparence et interprétabilité des systèmes IA	Outils IA et usages intelligents et responsables	Futurs numériques de la formation et l'apprentissage dans l'enseignement supérieur	Partenariats public-privé pour l'innovation dans l'enseignement supérieur
---	---	---	--	--	---

17-18 Oct. 2024

Mode hybride : en ligne ou en présentiel à l'UVCI (Côte d'Ivoire)

colloquevirtuel@uvci.edu.ci
event.uvci.edu.ci/africadigitaledu/



Programme de formation par l'université de Pretoria

Le Campus mondial des droits de l'homme, un réseau universitaire international, veut aider l'Afrique à disposer d'experts dans ce domaine à travers un programme de formation par l'université de Pretoria.

Les étudiants africains peuvent postuler pour suivre une formation afin de devenir des experts dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie

Pour postuler, ils doivent être titulaires d'une Licence en droit et autres domaines en relation avec la démocratie, avoir une bonne connaissance écrite et orale de l'anglais.

Les personnes sélectionnées seront formées pendant une année à temps plein sur les concepts droits de l'homme et de la démocratie dans le contexte africain, avec des modules sur le concept des droits de l'homme dans le contexte du numérique.

Les bourses couvrent les frais de scolarité, l'hébergement et les charges liées aux activités officielles organisées dans le cadre de la formation. Les étudiants qui ne reçoivent pas de bourses peuvent être admis en tant qu'étudiants autofinancés ou partiellement autofinancés, à condition qu'ils remplissent tous les critères minimaux d'admission.

La date limite de candidature est fixée au 31 juillet.

Plus d'info: <https://www.chr.up.ac.za/hrda>

juillet 2024



Vous êtes étudiant en Licence 3 ou Master à l'UN-CHK ?

Renforcez vos soft-skills gratuitement sur <https://softskills.unchk.sn> !

Plus d'informations : stages@unchk.edu.sn



*soutenu par le programme « Réussir au Sénégal » de la (GIZ)GmbH, financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), l'État libre de Bavière et la Coopération Néerlandaise.

Juin 2024



Foo nekk foofu la

Foo nekk foofu la



DCM/UN



MERCI

